

MAHAMMED BOUN ABDALLAH DIONNE

**LE LION,
LE PAPILLON
ET L'ABEILLE**

**Préface de Macky Sall
Président de la République du Sénégal**

**II/II DEBATS
PUBLICS**

À l'Afrique mère
et à ses vaillants peuples.

À mes parents bien-aimés,
Ibra et Marie.

À Caty et à notre fils,
Cheikh Ahmadou Bamba Dionne,
le petit ange de passage.

« Flotter comme un papillon, piquer comme une abeille.
C'était son style sur le ring. Mais dans la vie, il était un lion ».

Ainsi était Muhammad Ali, le champion du monde.

PRÉFACE

C'est bien volontiers que j'ai accepté de rédiger cette préface, non pour vous présenter l'auteur mais pour vous parler de cet ouvrage qui, j'en suis sûr, fera référence. En d'autres temps, je vous avais présenté Mahammed Boun Abdallah Dionne. J'ai eu à lui confier pendant cinq années sans discontinuité la coordination du Gouvernement du Sénégal en qualité de premier ministre. J'ai eu également à lui confier le poste de ministre d'État secrétaire général de la présidence de la République. En le nommant à ces hautes fonctions, j'avais fait le pari sur un compatriote dévoué aux causes nationales, un collaborateur loyal mais également un homme généreux dans l'effort et le travail. En homme de défis, il avait su donner le meilleur de lui-même en faisant porter à mon projet politique, le Plan Sénégal émergent (PSE), la marque d'une cohérence quotidienne ancrée dans le culte du résultat.

A présent, pandémie oblige, rien ne sera plus comme avant. Plus que jamais, l'Afrique se retrouve au carrefour de plusieurs mondes ; des mondes qui déclinent autant de perspectives de la relation entre l'individu et la société. C'est en prenant position dans ce débat philosophique et sociologique que l'auteur organise ce brillant plaidoyer pour une nouvelle économie politique du développement de l'Afrique. L'originalité de sa démarche est de penser le futur des économies africaines à partir d'une observation approfondie du comportement des sociétés animales. Dans ce cadre, le choix porté sur le lion, le papillon et l'abeille se justifie amplement. Assurément, l'ouvrage constitue un bréviaire pour les leaders africains engagés sur la voie de la souveraineté politique et

économique du continent. Il est aussi un précieux outil de diffusion du savoir économique en favorisant une meilleure appropriation des politiques publiques.

Macky Sall
Président de la République du Sénégal

INTRODUCTION

Au début était le débat

Ce mardi 30 octobre 2012, je me trouvais à Accra en voyage professionnel. Je travaillais à cette époque à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). Sur les chaînes de télévision ghanéennes synchronisées, j'ai pu vivre ce jour-là un événement exceptionnel en Afrique : un débat présidentiel. Il se déroulait dans la région nord du Ghana, plus précisément à Tamale. Nous étions à quelques mois de l'élection présidentielle devant se tenir au mois de décembre 2012. Le débat opposait de grands leaders du pays dont John Mahama du parti NDC, président sortant, et son principal adversaire Nana Akufo-Addo, chef de l'opposition et leader du NPP devenu plus tard président de la République en 2016, en remplacement de John Mahama. La présentation des programmes des principaux candidats m'avait permis de constater qu'en réalité ce débat opposait deux futurs possibles du Ghana. Mieux, deux écoles de pensée se faisaient face. La première école est d'avis que la prospérité du pays demeure principalement l'affaire du secteur privé ; elle consacre la priorité à la promotion de l'environnement des affaires. Les outils les plus cités à cette fin sont essentiellement d'ordre horizontal. Ils ont pour noms : les institutions du pays, son système de gouvernance économique et la qualité de ses politiques budgétaires et fiscales. Quant à la seconde école, elle compte davantage sur un gouvernement activiste pour susciter l'accélération de l'économie et sa convergence avec celles des pays les plus développés. Les adeptes de cette école de pensée fondent leur argumentation dans la nécessité de doter le Ghana de politiques industrielle et

commerciale stratégiques. Qui a tort ? Qui a raison ? Ont-ils tous tort ? Ont-ils tous raison ? Seul l'avenir le dira. Qu'importe d'ailleurs le nom du vainqueur pour le fonctionnaire international en mission que j'étais. Pour moi, au-delà du Ghana, c'est l'avenir de l'Afrique qui était en débat.

Depuis fort longtemps, les dirigeants du continent hésitent entre ces deux mouvements de pensée. Cependant, ils abdiquent toujours en faveur de la pensée dominante tirant sa légitimité du plus large consensus adopté par la communauté internationale, au temps considéré. Or, les desseins portés par le volontarisme économique et le laisser-faire ne se posent pas vraiment en alternatives. Bien au contraire, ils se complètent. Rappelons à ce propos le cas fort éloquent de la république de Corée. Voilà un pays qui a su utiliser les deux instruments de manière dynamique, à des moments précis de son décollage industriel, partagé entre fermeture adaptée et ouverture contrôlée. Il s'agit là d'une expérience qui dément l'inefficacité supposée intrinsèque des politiques industrielle et commerciale stratégiques, un des postulats de base en économie ouverte.

Toutefois, si les dirigeants africains divergent encore sur ce qu'il faut entreprendre pour réussir véritablement le décollage économique du continent, ils s'accordent sur ce qu'il ne faut pas faire. J'avais pu le constater dans ce riche débat présidentiel d'Accra. Selon tous les candidats, ignorer le rôle transformatif de certains ingrédients horizontaux dans le processus de développement hypothèque les efforts entrepris par ailleurs. Ces ingrédients sont principalement axés sur la centralité du capital humain dans le processus de développement. Ils sont en particulier : éducation et formation, santé et protection sociale, urbanisation, cadre de vie et assainissement. Aussi, en matière de gouvernance politique, tous les candidats s'étaient-ils accordés sur l'exigence d'éviter des ruptures brusques du processus de développement dans la marche démocratique du pays. Au Ghana comme partout ailleurs dans le monde en développement, c'est le pouvoir politique qui secrète

le pouvoir économique. Ainsi, le temps politique détermine le temps économique. Dès lors, comment mettre en harmonie ces deux temps que tout oppose, tant dans les stratégies que dans les finalités. Avant le Ghana, des pays leaders comme la Malaisie ou Singapour avaient bénéficié de conditions exceptionnelles de stabilité politique et institutionnelle sur une longue période, ayant permis leur transformation structurelle. Le Ghana démocratique du XXI^e siècle, un des lions de cette Afrique qui monte, y parviendra-t-il ?

Je rappelle que le Ghana, pays à revenu intermédiaire, fait déjà partie du club des champions mondiaux de la croissance, comme tant d'autres pays africains. Cette nouvelle situation économique de notre continent pousse d'ailleurs certains à le considérer désormais comme le futur pôle de croissance de l'économie-monde. Dans les développements qui suivront, nous nous intéresserons ainsi à la question du processus de développement. Est-il réellement linéaire ou exprime-t-il un perpétuel mouvement de va-et-vient comme dans un jeu de yo-yo ? Ou, enfin, autorise-t-il à intervalles réguliers des bonds qualitatifs par le fait technologique et économique tels que réalisés de nos jours grâce au *leapfrog* digital ?

Après la pandémie du XXI^e siècle, je m'interroge aussi sur la place future de notre continent dans l'économie-monde. Au moment où l'Asie ambitionne d'être, à l'horizon 2050, l'usine du monde avec une contribution de 51 % dans la formation du produit intérieur brut (PIB) mondial, elle prédit pour l'Afrique le scénario du pire. Dans le rapport « Asie 2050 : réalisant le siècle asiatique » publié en 2011 par la Banque asiatique de développement, notre continent ne contribuerait en 2050 qu'entre 2 et 4 % dans la formation du PIB mondial. L'Europe et les États-Unis n'en pensent pas moins quant au rôle marginal que jouerait l'Afrique, à moyen et long terme. Or, en 2100, sur les 10 pays les plus peuplés de la planète, l'Afrique en comptera 5 selon les estimations de l'Institut de recherche et de statistiques sur la santé publique de Seattle aux États-Unis (IHME, *Institute for Health Metrics and Evaluation*). Avec

une population attendue à 791 millions d'habitants, le Nigeria compterait parmi le trio de tête de ce classement. La République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, l'Égypte et la Tanzanie compteraient chacun en ce qui le concerne, une population au-delà de 150 millions d'habitants et même de plus de 200 millions pour certains. Pareille situation nous interpelle tous. L'urgence de repenser les stratégies de développement est alors plus qu'évidente en ce XXI^e siècle de ruptures qui vient réellement de commencer avec l'avènement de la COVID-19. Désormais, rien ne sera plus comme avant, tant au plan des stratégies de développement économique et social qu'à celui des modes de vie.

Depuis mon voyage à Accra en 2012, je porte en moi le besoin de rupture dans l'économie politique du développement de l'Afrique. À l'occasion des hautes fonctions gouvernementales que j'ai eu à exercer dans mon pays, le Sénégal, j'ai essayé d'en tester certaines recettes à chaque fois que cela m'a été possible, notamment comme chef du Gouvernement, sous l'autorité du président Macky Sall, pendant 1 773 jours.

L'Afrique selon Cheikh Anta Diop

En rédigeant ce plaidoyer, j'ai voulu d'abord réhabiliter la conscience historique africaine, en me fondant sur la pensée du savant, le Pr Cheikh Anta Diop. Le professeur a été le premier scientifique de renommée mondiale qui a su déconstruire le récit avilissant que portent certains penseurs du monde à l'égard de notre continent. Je pense en particulier à Rudyard Kipling qui qualifiait l'homme noir de « moitié démon et moitié enfant » dans son fameux poème intitulé *Le Fardeau de l'homme blanc*, publié en 1899. Je pense également à tous ces falsificateurs de l'histoire qui rêvent d'invisibiliser l'importante contribution africaine à la civilisation universelle, en pensant que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Or, nous sommes l'Histoire. Comme

le Pr Cheikh Anta Diop, je suis d'avis que l'Afrique est le véritable fondateur de l'Histoire. Souvenons-nous de quelques idées-forces développées par le savant noir lors de sa conférence à Niamey en 1984. À cette occasion, il démontra une fois de plus que l'Afrique est l'unique berceau de la société humaine et que l'Africain ne sortit point de sa terre natale les mains vides. Il partit à la conquête de la planète avec sa science, ses technologies lithiques et ses techniques d'outils. Ainsi, l'apport de l'Afrique aura été constant tout au long de la préhistoire. Qui plus est, c'est en migrant que cette humanité monogénétique et négroïde va évoluer en se différenciant pour mieux s'adapter aux exigences climatiques et constituer les sociétés humaines que nous connaissons aujourd'hui.

L'apport de l'Afrique à la civilisation universelle se lit aussi à travers la grande contribution de l'Égypte. L'Égypte pharaonique fut en effet le premier État à se développer grâce à sa cosmogonie, sa religion, sa philosophie, sa science, sa médecine, sa monnaie et son architecture. C'est elle qui irrigua le rayonnement des sciences et de la technologie dans la Grèce antique. Pythagore, Platon, fondateur de l'Académie en Grèce, Eudoxe, Thalès, l'un des pères fondateurs des mathématiques grecques, tout comme Euclide qui serait mort à Alexandrie, ont tous puisé, lors de longs séjours en Égypte, dans la philosophie et les sciences africaines. Cette importante contribution de l'Afrique durera jusqu'au déclin de l'Égypte pharaonique, après une souveraineté de près de trois millénaires. Ainsi, l'Égypte et l'Afrique perdirent leur leadership au profit de l'Europe, le nouvel hégémon. Ainsi va le monde, fait d'alternance entre la plénitude et l'abandon, l'apogée et le déclin, le flux et le reflux. Après le temps de l'Afrique arriva donc celui de l'Europe qui monta en puissance avant de décliner, pour laisser place à un nouveau leader mondial.

L'un et le multiple

La seconde problématique qui traverse ce plaidoyer est celle de la méréologie, c'est-à-dire l'explication scientifique des relations entre les parties et les tous. Diplômé émérite, Bernard de Montferrand nous rappelle fort opportunément dans son ouvrage *La Vertu des nations* (1997) que « les sociétés ont toujours été déchirées entre leurs aspirations à l'unité et l'individualisme de leurs membres. D'un côté, l'unité nationale, culturelle, sociale est avidement recherchée ; [...] De l'autre, les citoyens tendent de toute leur volonté à la satisfaction de leurs goûts individuels et de leurs particularismes ». L'Afrique n'échappe pas à une telle contradiction. Aussi, le débat épistémologique opposant l'individu et la société, l'un et le multiple, le particulier et l'universel, le réel et l'idéal, la matière et l'esprit, a-t-il toujours été une thématique forte des lois de la prospérité économique et sociale. Déjà chez les Grecs, cette opposition entre la matière et l'esprit s'était illustrée de manière singulière à travers les prises de position contraires d'Aristote, le théoricien de la diversité du réel, et de Platon, l'idéaliste. Sous notre ère, depuis le XVI^e siècle, le même débat s'illustre entre les physiocrates, adeptes du laisser-faire-laisser-passer au sein et entre les nations, et les mercantilistes, favorables à l'intervention de l'État. En réalité, il s'agit là de deux courants doctrinaux qui structurent fondamentalement les bases philosophiques de l'économie politique. N'oublions pas, par ailleurs, que l'économie reste une science sociale. Parce que historiquement et géographiquement datée, la loi économique est difficilement réalisable de manière générale et universelle ; elle est donc déterminée dans le temps et dans l'espace par les frontières philosophique et sociologique du moment. Un ami dialecticien me rappelait récemment que le choix de Marx de retenir « Le capital » et non « Du progrès social » comme thématique de son œuvre majeure n'a point été le fruit du hasard. Pour Marx et ses héritiers, adeptes d'une conception matérialiste de l'histoire, la matière prime sur l'esprit ; l'infrastructure détermine la superstructure. C'est la révolution

industrielle engagée au XVIII^e siècle en Angleterre qui aura facilité ce tournant idéologique. En effet, l'industrialisation avait permis une telle mécanisation de la production qu'elle a fini par engendrer un phénomène de contradiction sociale potentiellement révolutionnaire. Pour sa part, bien avant Marx, pour écrire le texte fondateur du libéralisme économique, Adam Smith s'était référé à la doctrine philosophique de David Hume sur la liberté individuelle, base de la rationalité individuelle des agents économiques. Pour sa part, avec sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, John Maynard Keynes consacra comme priorité fondamentale la liberté individuelle encadrée par une main bien visible qui est celle de la puissance publique. Il venait ainsi de tracer une voie philosophique médiane entre le laisser-faire-laisser-passer et la conception smithienne de l'*homo œconomicus* comme réponse théorique à la grande dépression économique et sociale du début du XX^e siècle. S'agissant plus spécifiquement de l'économie politique du développement, il y a encore lieu de s'interroger sur la nature de la question fondamentale que les théories du développement étaient censées corriger. Au début des années 1950, la Seconde Guerre mondiale et la crise humaine d'une violence sans limites qu'elle avait engendrée ont eu pour conséquence de rompre le *statu quo* civilisationnel issu de l'esclavage et de la colonisation. Se sont ainsi développés, simultanément ou presque, dans différentes régions du monde, des phénomènes sociaux militant tous pour l'universalité de la liberté. C'est le cas de : (i) l'accès à l'indépendance des peuples d'Asie et du Moyen-Orient en 1945-1946 ; (ii) du tiers-mondisme, idéologie et mouvement social très prisé en Amérique latine, théorisé par Alfred Sauvy dans les années 1950 pour décrire un tiers état à l'échelle du monde ; et (iii) du mouvement américain des droits civiques qui s'est développé au sein même de l'hégémon politico-économique au cours des années 1963-1968. Ce sont ces trois dynamiques sociales qui serviront de socle sociologique au mouvement indépendantiste africain dont la finalité a été l'accession à la souveraineté internationale des États africains.

L'homme intégral du discours papal

Un des objectifs que je poursuis également en rédigeant cet ouvrage est d'identifier les raisons objectives du non-développement de l'Afrique. Déjà en mars 1967, dans l'encyclique *Populorum Progressio*, Sa Sainteté le pape Paul VI a exposé quelques clés importantes du développement de l'Afrique. Il y posa comme axiome fondamental : « Être affranchis de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable ; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes ; être plus instruits ; en un mot, faire, connaître, et avoir plus, pour être plus : telle est l'aspiration des hommes d'aujourd'hui, alors qu'un grand nombre d'entre eux sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime. Par ailleurs, les peuples parvenus depuis peu à l'indépendance nationale éprouvent la nécessité d'ajouter à cette liberté politique une croissance autonome et digne, sociale non moins qu'économique, afin d'assurer à leurs citoyens leur plein épanouissement humain et de prendre la place qui leur revient dans le concert des nations. »

Cette prise de position du pape pour le développement intégral et inclusif du continent inspire la rédaction de la première partie de l'ouvrage.

Sont ainsi traitées les questions suivantes : (1) « Du souverainisme », (2) « De l'intérêt général et du consensus », (3) « Libéralisme ou libertarisme », (4) « L'homme, l'économie de la société et la société de l'économie », (5) « Du développement ». Il s'agit là de quelques questions qui entretiennent le grand malentendu entre l'Afrique et le reste du monde.

Dans la deuxième partie, l'ouvrage présente des prises de position sur des questions essentielles d'ordre pratique que j'appelle de fausses vraies idées à corriger en matière d'économie politique du développement : (6) « Financement et dette publique »,

(7) « Du capital et du patrimoine », (8) « Monnaie et politique monétaire » et (9) « De l'industrialisation en économie ouverte ».

Muhammad Ali ou la symbolique du lion, du papillon et de l'abeille

Dans la troisième et dernière partie, l'ouvrage présente un regard possible sur le développement du continent à travers la symbolique du lion, du papillon et de l'abeille, inspirée en cela par une vision sociobiologique de l'humanité et des sociétés humaines qu'elle porte. Ce regard m'est aussi inspiré par le témoignage de Felix Dennis et de Don Atyeo sur un combattant hors normes, leader incontesté de la boxe : l'Africain-Américain Muhammad Ali, champion du monde. Voici le témoignage de Dennis et de Atyeo sur le plus grand champion de tous les temps, depuis Kinshasa, le 30 octobre 1974, lors du combat le plus disputé de la boxe, opposant Ali à Foreman : « Les mots flotter comme un *papillon*, piquer comme une *abeille* identifieront toujours Ali. C'était son style sur le ring. Mais dans la vie, il était un *lion*. » Voilà certainement une voie pour l'Afrique et les Africains dont l'ambition collective est de retrouver un rôle leader de notre humanité.

PARTIE I

LES FONDEMENTS THÉORIQUES D'UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE